



Jie Chen and Bruce J. Dickson, *Allies of the State. China's Private Entrepreneurs and Democratic Change*

Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2010, 220 p.

Gilles Guiheux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6261>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2012
Pagination : 81
ISBN : 979-10-910190-02-6
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Gilles Guiheux, « Jie Chen and Bruce J. Dickson, *Allies of the State. China's Private Entrepreneurs and Democratic Change* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2012/1 | 2012, mis en ligne le 30 mars 2012, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6261>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

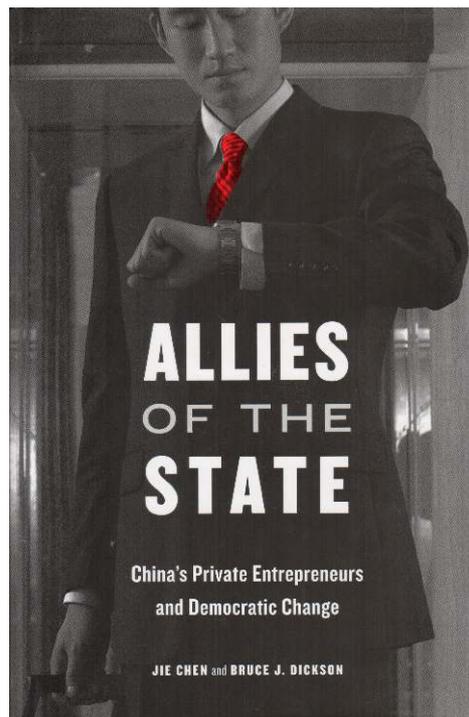
© Tous droits réservés

Jie Chen and Bruce J. Dickson, Allies of the State. China's Private Entrepreneurs and Democratic Change

Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2010, 220 p.

Gilles Guiheux

- 1 Cela fait près de dix ans que Bruce Dickson travaille en politiste sur les entrepreneurs de la Chine continentale. Après *Red capitalists in China: the party, private entrepreneurs, and prospects for political change* (Cambridge University Press, 2003) et *Wealth into power: the Communist Party's embrace of China's private sector* (Cambridge University Press, 2008), il signe une nouvelle contribution en collaboration avec Jie Chen, également professeur de sciences politiques. Ce volume s'ajoute à une littérature déjà abondante sur la bourgeoisie d'affaires chinoises (Margaret Pearson, David Wank, David D. S. Goodman, Kelle S. Tsai parmi d'autres). Le développement du secteur privé a été très rapide au cours des 20 dernières années et il constitue aujourd'hui le principal moteur de la croissance comme la première source de création d'emplois. Les deux auteurs



s'interrogent sur les conséquences politiques de ces transformations structurelles de l'économie et de la société chinoise ; leur questionnement, comme ils le rappellent, s'inscrit dans une tradition, initiée par les premiers travaux de sciences politiques consacrés aux liens entre modernisation économique et modernisation politique (Seymour Lipset, 1959). Dans le cas de la Chine, la question du possible rôle de la bourgeoisie d'affaires dans la démocratisation se pose dans une configuration particulière puisque c'est l'État qui est l'architecte des transformations économiques et sociales ; le secteur privé émerge non pas contre l'État mais grâce à ses initiatives.

- 2 La conclusion de l'ouvrage est pessimiste et conforme à ce sur quoi tous les auteurs s'accordent aujourd'hui : ce groupe social apparu à la faveur de la politique de réforme et d'ouverture est favorable au *statu quo* en matière politique et n'est donc pas susceptible de porter une évolution vers plus de démocratie. Les entrepreneurs privés dépendent de l'État-Parti pour leur prospérité ; cooptés par le PCC, souvent issus des appareils - anciens cadres du Parti ou de l'État, anciens gestionnaires ou employés d'entreprises d'État -, ils sont aussi ses alliés. Conséquence méthodologique, les auteurs n'envisagent pas les entrepreneurs comme un groupe ou une classe sociale, mais du point de vue de leurs relations à l'État-Parti.
- 3 La nouveauté de l'ouvrage tient aux conditions de la démonstration. Elle s'appuie sur des données quantitatives rassemblées auprès de 2071 entrepreneurs. En collaboration avec la Fédération chinoise de l'industrie et du commerce (*Zhonghua quanguo gongshangye lianhehui* 中华全国工商业联合会), l'enquête a été réalisée en 2006-2007 auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises privées (*siying qiye* 私营企业) des cinq provinces côtières où le secteur privé est le plus développé (Shandong, Jiangsu, Zhejiang, Fujian et Guangdong). L'enquête concerne des entreprises de taille différente dans des secteurs variés, dans des régions plus ou moins prospères. Puisque 70 % des entreprises privées chinoises sont situées dans ces provinces, l'échantillon est représentatif des deux tiers du secteur privé. Les données rassemblées permettent d'évaluer le soutien de la bourgeoisie d'affaires aux idées démocratiques. Elles permettent surtout de tester un certain nombre d'hypothèses relatives aux relations entre les caractéristiques économiques des entreprises et les liens personnels et institutionnels entretenus avec l'État, aux relations entre ces liens et les valeurs auxquelles adhèrent les entrepreneurs, aux relations entre ces liens et le type d'activités politiques des hommes d'affaires. Autrement dit, l'enquête permet d'identifier les déterminants du comportement politique des entrepreneurs et des relations entre entrepreneurs et État.
- 4 Grâce à des analyses multivariées, les auteurs parviennent à des résultats à la fois fins et nuancés. Dans le chapitre 4 par exemple, la relation entre entrepreneurs et État est décomposée en quatre dimensions : soutien financier des banques publiques, liens institutionnels, partage des mêmes valeurs, évaluation des politiques publiques. Statistiques à l'appui, les auteurs parviennent à un résultat attendu : toutes choses égales par ailleurs, les entrepreneurs qui reçoivent des crédits bancaires des banques d'État sont moins enclins à soutenir des valeurs ou des institutions démocratiques (multipartisme, liberté d'organisation ou de candidature au suffrage, procédures électives aux responsabilités exécutives, etc.). D'autres résultats sont plus surprenants et contredisent les études précédentes. Ainsi, les entrepreneurs qui dirigent les plus grandes entreprises ont, toutes choses égales par ailleurs, plus de chance de soutenir des valeurs et institutions démocratiques ; les auteurs expliquent cette corrélation positive entre taille des entreprises et soutien à la démocratie par un possible mécontentement face à la

réglementation actuelle qui limite la croissance des entreprises privées. Plus étonnant encore, les auteurs montrent que les liens institutionnels tissés entre les entrepreneurs et l'État – ils sont membres du Parti, des assemblées et des associations professionnelles – ne sont pas des éléments déterminants de leurs opinions politiques. La stratégie corporatiste suivie par le régime depuis 2001 – l'inclusion des entrepreneurs dans le système – n'aurait donc pas les effets escomptés.

- 5 Le soutien des entrepreneurs au régime, démontrent les auteurs, est principalement conditionné par deux éléments : leur évaluation positive de la politique conduite d'une part, et leurs convictions personnelles d'autre part. Ce constat a une valeur prédictive ; si les entrepreneurs n'étaient plus satisfaits de la politique économique ou changeaient d'opinion sur la démocratie, leur attitude politique pourrait devenir moins favorable au régime actuel.
- 6 L'ouvrage possède les défauts de ses qualités. Si la démonstration est conduite avec méthode et rigueur, on regrette de ne pas entendre suffisamment les voix de ces entrepreneurs. Uniquement basé sur des données quantitatives, l'ouvrage manque singulièrement de chair. Il manque des portraits de figures plus ou moins connues – certains d'entre eux sont de véritables figures publiques –, et une typologie qui dessinerait la pluralité des itinéraires personnels et des prises de position dans les divers espaces où ils s'expriment : la presse, leurs blogs ou les ouvrages hagiographiques que les plus célèbres d'entre eux publient.

AUTEUR

GILLES GUIHEUX

Professeur des universités, Sedet, Université Paris Diderot.